

CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

JUILLET 2016

1^{er} juillet – « LuxLeaks » : la justice luxembourgeoise condamne les lanceurs d’alerte à des peines de prison avec sursis et des amendes. Le tribunal reconnaît qu’Antoine DELTOUR et Raphaël HALET « ont agi dans l’intérêt général ». « Des milliards contournent les règles fiscales de manière douteuse et le tribunal vous enjoint de fermer les yeux ». Antoine DELTOUR.

Les magistrats tentent de prévenir conflits d’intérêts et dérives déontologiques. Le Conseil supérieur de la magistrature a mis en place un service d’écoute anonyme, l’objectif est de permettre aux magistrats de soumettre une question concrète sur un éventuel conflit d’intérêts ou toute autre question déontologique.

Les députés rejettent les récépissés pour les contrôles d’identité. Un amendement proposait une mesure pour lutter contre le « délit de faciès ».

2 juillet – Agressions sexuelles : le cardinal BARBARIN écarte quatre prêtres. A LYON, tout ecclésiastique soupçonné de pédophilie sera suspendu définitivement de son ministère.

Nouveau revers pour Bernard TAPIE. La Cour de Cassation a validé l’annulation de l’arbitrage lié à la vente d’ADIDAS au Lyonnais en estimant qu’il avait été truqué.

Meurtre d’une adolescente près d’HEBRON en ISRAËL. L’assaillant âgé de 17 ans, un palestinien, a été tué lors de l’intervention.

Les auteurs des attentats-suicides de l’aéroport ATATÜRK identifiés. Les assaillants étaient originaires du Caucase russe et d’Asie Centrale.



3/4 juillet – Prise d’otages sanglante de l’Etat islamique au BANGLADESH dans un café du centre diplomatique de DACCA fréquenté par des expatriés.

Washington fait un premier bilan de ses frappes de drones : 2581 combattants tués et une centaine de civils.

Le barrage de SIVENS n’était pas d’utilité publique d’après le tribunal administratif

de TOULOUSE.

5 juillet – Massacre de l'Etat islamique à BAGDAD. L'attentat au camion piégé qui a fait plus de 140 morts apparait comme une réponse des djihadistes à la reprise de FALLOUJA par l'armée.

« Salle de sport » pour ABDESLAM en prison. Un député (les Républicains) des Hauts de Seine Thierry SOLERE a interrogé le Garde des Sceaux. Il s'agit d'une cellule aménagée au quartier d'isolement.

La prison de Fleury-Mérogis sous tension. La directrice lance un cri d'alarme « la détention est devenue violente ». Surpopulation : plus de 4500 détenus pour 3036 places.

Vers un big bang du renseignement pénitentiaire. L'effort en termes de moyens joue avec l'absence de véritable doctrine en matière de renseignement pénitentiaire. Un rapport remis au Garde des Sceaux pointe les dysfonctionnements du dispositif malgré des moyens accrus. Effectifs du renseignement : 10 personnes en 2012, 80 fin 2016. Dans 30 prisons création d'un officier de renseignement à temps plein, dans les autres prisons 60 correspondants à temps partiel. M URVOAS prend le contrepied de Christiane TAUBIRA qui refusait que le personnel pénitentiaire ait des charges de renseignement.

6 juillet – Après les attentats, repenser le renseignement. La commission d'enquête parlementaire sur les attentats de 2015 souligne les dysfonctionnements. « Les attentats du 13 novembre marquent bien un échec du renseignement extérieur ». Bernard BAJOLET directeur général de la sécurité extérieure. Les responsables de la commission pointent du doigt les faiblesses du renseignement pénitentiaire.

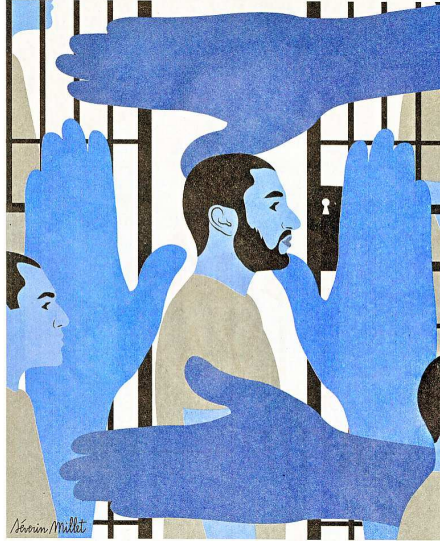
L'Etat islamique s'attaque aux fragilités de l'Arabie Saoudite. Les trois attentats, dont un à Médine, montrent que les réseaux djihadistes ont résisté aux rafles des derniers mois.

7 juillet – Condamné, l'ancien flic Michel NEYRET veut « fermer la parenthèse ». Il a été condamné à 30 mois de prison ferme, ce qui n'impliquera pas un retour en prison (il a effectué 8 mois de détention provisoire, le reste de la peine étant aménageable). Il y a eu d'après les juges un « pacte de corruption » entre le commissaire et les cousins lyonnais Gilles BENICHOU et Stéphane ALZRAA.

ABDESLAM : les erreurs qui ont permis la cavale. Le seul survivant des attentats du 13 novembre a bénéficié de deux loupés : un belge et un français.

Rapport de la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté publié le 6 juillet, il conclut que le dispositif de regroupement « comporte plus d'inconvénients que d'avantages ».

Lourdes peines pour les principaux dirigeants de la cellule VERVIERS en Belgique. Trois des quatre chefs ont été condamnés à 16 ans de prison par le tribunal correctionnel de BRUXELLES.



Prison : la prise en charge de la radicalisation avance. Les programmes de prévention vont s'étendre à 27 établissements pénitentiaires sensibles dès septembre. « Il y a aujourd'hui dans les prisons 1400 radicaux dont 300 ont un lien avec le terrorisme et 100 sont des condamnés ». Jean-Jacques URVOAS.

8 juillet – Suicides à France Télécom : le parquet veut un procès pour harcèlement moral. 60 salariés se sont suicidés entre 2007 et 2009 lors de la mise en œuvre d'une réorganisation drastique de l'entreprise. Le parquet demande le renvoi en correctionnelle de la personne morale France Télécom et de trois ex dirigeants.

Deux maires rwandais condamnés pour génocide. La Cour d'Assises de PARIS a condamné à la prison à perpétuité ces hommes pour leur rôle dans la mort de 20.000 personnes en 1994.

Effectifs et dépenses de l'Etat repartent à la hausse. Les créations d'emplois à la justice se poursuivent avec 2100 équivalents temps pleins supplémentaires en 2017. Les crédits du ministère augmentent de 295 Millions d'euros.

La chambre du SHIT. Des milliers de petits soldats de la drogue et quelques rares barons sont jugés là chaque année, entre les murs de briques rouges, les sièges en bois vernis et les néons de la « 13 » au tribunal de grande instance de BOBIGNY. 150 dossiers sont en attente d'une instruction. Ils ne seront jugés que dans deux ans au mieux.



GIULIA D'ANNA LUPO

9 juillet – Etats-Unis : cinq policiers tués à DALLAS en marge d'une manifestation après la mort de deux trentenaires noirs sous les balles des forces de l'ordre. 1152 morts tués par la police en 2015, 41% étaient noirs alors que cette catégorie ne représente que 13% de la population.

IRAK : trente morts dans un attentat anti-chiites dans un mausolée chiite.

Fraude fiscale : le procès se profile pour l'Union de la Banque Suisse (USB). L'ex numéro 2 d'UBS France a adressé un courrier au juge et au parquet pour reconnaître sa culpabilité. « organisation systématique de blanchiment des avoirs non déclarés des résidents fiscaux français » d'après le réquisitoire du parquet.

10 juillet – Le meurtre de policiers à DALLAS ravive la question raciale aux Etats-Unis. Le meurtrier a déclaré vouloir venger la mort de deux noirs abattus les jours précédents par des policiers blancs. Alors que la presse évoque un climat de guerre, le ministre de la justice et les mouvements militants appellent au calme.

« Je veux mon argent, je ne partirai pas » Les agents des caisses d'allocations familiales de plus en plus victimes d'incivilités. Dans les agences bancaires injures, menaces, agressions physiques. (5836 actes d'incivilité en 1 an).

12 juillet – En Corse, les voyous et le faux témoignage. Jacques MARIANI, grande figure de la criminalité corse, sera jugé pour subordination de témoins. Il aurait depuis sa cellule de la Maison Centrale de Saint-Maur téléguidé un témoignage lors du procès de son rival Ange-Toussaint FEDERICI.

Après DALLAS, la crainte de la radicalisation. Le nombre de groupes extrémistes de blancs ou de noirs ne cesse d'augmenter aux Etats-Unis. La police justifie l'utilisation d'un robot tueur télécommandé pour neutraliser l'assassin, car il menaçait de faire sauter les agents de police.

13 juillet – Les amours défendues du gardien et de la détenue. Elle est incarcérée pour meurtre, il était surveillant. Leur union forgée en prison irrite fortement la justice. La détenue enceinte de cinq mois d'un « bébé parloir » a annoncé qu'elle entamait une grève de la faim. L'article 20 du Code de déontologie des surveillants interdit au personnel de fréquenter des détenus y compris dans les cinq ans qui suivent la remise en liberté ou la levée de l'autorité du surveillant.

La justice saisie de la déclaration de patrimoine du sénateur Henri de RAINCOURT. L' élu aurait omis de déclarer 4000 euros de revenus mensuels versés par le groupe UMP entre 2008 et 2011.

14/15 juillet – A l'occasion du défilé du 14 juillet à PARIS première participation des surveillants de l'Administration Pénitentiaire.

Terrorisme : l'Etat condamné dans l'affaire MERAH. En arrêtant la surveillance du tueur, la DCRI a commis une faute jugée le tribunal administratif de NÎMES.

Salah ABDESLAM conteste au tribunal son placement sous vidéo protection. Les caméras dans sa cellule sont une « atteinte grave et illégale à la vie privée ». Le

tribunal administratif a 48 heures pour se prononcer.

La France blâmée par la Cour Européenne des droits de l'homme (CEDH) pour le placement d'enfants en rétention. Le défenseur des droits, Jacques TOUBON, demande qu'il soit mis fin à cette pratique.

L'interdiction du voile en entreprise serait discriminatoire, la Cour de Justice de l'Union Européenne est saisie.

16 juillet – NICE : la terreur un 14 juillet. Un homme a lancé un camion dans la foule à la fin du feu d'artifice. L'attaque a fait au moins 84 morts sur la promenade des Anglais. L'auteur serait un franco-tunisien de 31 ans, domicilié à NICE. L'état d'urgence va être prolongé de trois mois. L'opposition appelle à la fermeté.

Les Alpes Maritimes, point chaud de la radicalisation islamiste. Le recruteur de djihadiste Omar DIABY apparait dans les projets terroristes de la cellule dite « Cannes-Torcy ».

L'islam de France condamne.

17/18 juillet – L'esprit du 11 janvier a fait long feu. Quelques heures après la tuerie de NICE, une partie de la droite a ouvertement critiqué l'exécutif.

A M'SAKEN, ville natale de Lahouaiej BOUHLEL « les gens ont honte ».

« S'en prendre à des enfants, un crime de profanation. Le meurtre d'enfants incarne notre expérience du mal le plus intolérable » Denis SALAS magistrat.

En TURQUIE, ERDOGAN mate une tentative de coup d'état.

ABDESLAM continuera à être surveillé par vidéo en prison. Le tribunal administratif a rejeté sa requête.

19 juillet – Malgré la revendication de l'Etat islamique, les enquêteurs n'ont pour l'heure trouvé aucun lien formel entre le tueur et les djihadistes. Bien qu'elle ait frappé toutes les communautés, l'attaque du 14 juillet a ranimé des tensions dans la ville. Les Républicains ont vivement critiqué le manque de fermeté du gouvernement.

Etats-Unis : trois policiers tués à BATON ROUGE lors d'une fusillade moins de deux semaines après qu'un Afro-américain a été abattu par les forces de l'ordre.

« Les médias ne devaient pas publier les photos du tueur » Fethi BENSLAMA psychanalyste. La presse doit limiter la publicité qu'elle fait aux tueurs en ne donnant pas ainsi une sinistre émulation entre candidats à la terreur.

20 juillet – Attentat de NICE : l'enquête dégage le profil d'un meurtrier « fasciné par l'ultra-violence » qui avait prémédité l'attentat depuis des mois.

« Nous ne sommes pas à la veille d'une guerre civile » Jérôme FOURQUET IFOP. 28% des Français sondés considèrent l'Islam comme une menace. Pour autant une très large majorité refuse les amalgames et ne cède pas à la violence.

21 juillet – L'état d'urgence prolongé, l'exécutif critiqué. Les mesures exceptionnelles sont prolongées jusqu'en janvier 2017. D'après Bernard CAZENEUVE « l'état d'urgence ne peut être permanent, mais le caractère imminent du péril justifie la prolongation ».

L'Etat islamique frappe pour la première fois en Allemagne. L'assaillant, qui a grièvement blessé 5 personnes était un jeune migrant. Selon les enquêteurs, ce n'est que tout récemment que ce réfugié s'est mué en terroriste.

Record du nombre de détenus dans les prisons. 1^{er} juillet 69375 personnes incarcérées. La population des prévenus a augmenté de 13,8% sur un an. Il y aurait 15000 détenus de trop d'après P.V. TOURNIER. 1648 matelas au sol (+61,7% en un an).

22 juillet – Tensions à BEAUMONT-SUR-OISE après la mort d'un jeune interpellé. Un homme de 24 ans, Adama TRAORE, est mort au cours d'une interpellation par les gendarmes. « Mon frère est entré vivant dans le camion. Il est sorti mort » Bagui TRAORE frère de la victime. Heurts entre 200 jeunes et 180 effectifs des forces de l'ordre.

TURQUIE : depuis la tentative de putsch 55.000 Turcs ont été arrêtés, mis en garde à vue ou limogés.

23 juillet – NICE : le tueur avait des complices, l'attentat était préparé de longue date. Cinq personnes soupçonnées d'avoir aidé Lahouaiej BOUHLEL à préparer l'attentat ont été mises en examen.

Derrière la prolongation de l'état d'urgence, une loi antiterroriste. Le Parlement a voté des mesures qu'il avait jugées contraires aux libertés lors de l'examen de la loi de lutte contre le terrorisme il y a deux mois. Pour le syndicat de la magistrature, la majorité s'est vu « imposer un marchandage indigne des circonstances ». Plus de réduction de peine pour les personnes condamnées pour des faits liés au terrorisme.

Fraude fiscale : BERCY conserve le monopole des poursuites pénales. Le Conseil constitutionnel a déclaré le « verrou de BERCY » conforme.

24/25 juillet – Stupeur et interrogations en Allemagne après la nuit de terreur à MUNICH. Une fusillade a fait 9 morts et 16 blessés. Le tueur isolé s'est suicidé. Il vivait depuis plus de deux ans dans la ville bavaroise, âgé de 18 ans il avait la double nationalité allemande et iranienne.

NICE : ESTROSI se défend en attaquant le gouvernement. Les tensions entre communautés s'accroissent.

Arbitrage TAPIE : Christine LAGARDE sera jugée par la Cour de Justice de la République pour délit de négligence dans l'utilisation de fonds publics.

Des proches de Marine LE PEN menacés de procès pur complicité d'escroquerie.

26 juillet – ALLEMAGNE : l'état de choc après une série d'attaques. Dimanche soir en Allemagne, un jeune Syrien a tué une femme à la machette, un autre s'est fait exploser à l'entrée d'un festival faisant douze blessés. Par contre le tireur de MUNICH n'était

pas un réfugié et n'avait rien à voir avec l'Etat islamique. Il s'inspirait du terroriste norvégien BREIVIK qui avait fait feu sur 77 jeunes en 2011.

Un attentat de l'Etat islamique fait 80 morts à KABOUL, la minorité chiite hazara était visée.

Retour au calme à BEAUMONT-SUR-OISE après 5 nuits d'affrontements entre la police et des groupes de jeunes, après la mort d'Adama TRAORE lors de son interpellation.

27 juillet – L'orientation sexuelle à l'épreuve du djihad. Au-delà des tueurs d'ORLANDO et de NICE, d'autres djihadistes ont une sexualité contraire à la doctrine islamiste. « Ce n'est pas l'homosexualité qui est à l'origine du passage à l'acte, mais une haine de soi prise dans l'homosexualité » Fehti BENSLAMA professeur de psychopathologie.

29 juillet – Attentat dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray le 26 juillet. Adel KERMICHE et Abdel-Malik PETITJEAN ont pris en otage des fidèles à l'occasion de la messe. Le prêtre a été assassiné. Les deux terroristes ont été abattus par la police.



Terrorisme : affrontement politique sur le renforcement de l'arsenal répressif. « l'arbitraire n'est pas acceptable » estime Jean-Jacques URVOAS, qui répond à Nicolas SARKOZY qui envisage la rétention des individus radicalisés dans des centres fermés.

La France s'engage dans la surveillance préventive de masse. La loi du 21 juillet autorise les services à espionner l'entourage des suspects.

Le frère d'un Syrien décapité s'est constitué partie civile. La victime aurait été tuée par Maxime HAUCHARD le djihadiste normand engagé auprès de l'Etat islamique.

30 juillet – Manuel VALLS : « il y a une ligne infranchissable, l'Etat de droit ». « L'enfermement d'individus sur la base d'un seul soupçon est moralement et juridiquement inacceptable ». « Mon gouvernement ne sera pas celui qui créera des GUANTANAMO à la Française ». Il appelle à la formation des imams en France et à l'arrêt au moins temporaire du financement des mosquées par l'étranger.

La polémique sur l'Etat de droit se durcit. L'approche de la présidentielle de 2017 tend les débats entre droite, gauche et extrême droite.

La demande de suspension de la vidéosurveillance de Salah ABDESLAM rejetée par le Conseil d'Etat.

L'efficacité de la réponse judiciaire mise en doute. Michel DEBACQ, magistrat de la Cour de Cassation dénonce l'inadaptation de la justice face au terrorisme. Il plaide pour la création d'un parquet national antiterroriste « le renseignement doit être un service du judiciaire et non l'inverse ».

Quatre exécutions pour trafic de drogue en INDONESIE, dont 3 Nigériens.

Manuel VALLS dans son entretien au MONDE indique qu'il y a eu réintégration des fouilles intégrales collectives et aléatoires en prison.

31 juillet – Attentat : l'émotion de Saint-Étienne-du-Rouvray à TIBEHIRINE. Des cérémonies œcuméniques de recueillement se sont déroulées durant tout le week-end en France. Le drame a réveillé de terribles souvenirs à TIBEHIRINE en Algérie où sept moines avaient été tués en 1996.

Mort d'Adama TRAORE : la troisième autopsie refusée par la justice. Il était décédé lors de son interpellation par les gendarmes.